

tront-ils la million divine du Consul ? S'ils avoient le secret de leur force et de sa foiblesse, ils épargneront à leurs sujets, le scandale de voir un soldat, assis sur le trône de son maître distribuant des couronnes, fondant des Républiques tributaires, partageant une partie de l'Europe à son gré. Si les princes, auxquels la Providence a confié les destinées de la plus belle partie du monde, veulent qu'elle soit indépendante, elle le sera : ne désespérons donc point qu'ils le voudront.

Depuis que La St. Dominique appartient à l'envoyé de Dieu, les officiers de santé, c'est-à-dire, en langue mortelle, les chirurgiens, s'avisent de prédire l'avenir. Pour plaire à leur maître, ils ont déclaré que la maladie *devait* cesser entièrement, dans le courant de Fructidor (c'est-à-dire du 18 Août au 18 Septembre 1802.)

En notre qualité de journalistes qui n'adorons, qui n'admirons même pas l'envoyé de Dieu, qui ne voyons en lui qu'un homme ordinaire, et qui lui disons la vérité sur le passé et le présent, nous lui observerons qu'il est à notre connoissance : que le commerce de France ne pouvant envoyer ni denrées ni marchandises dans la colonie, elles y sont importées par le commerce étranger, et que M. le capitaine général, ayant mis un droit de 60 pour cent, sur les marchandises étrangères, il est impossible qu'elles se vendent à bon marché dans la colonie.

Nous observerons encore : que M. le capitaine général a mis un impôt de soixante millions sur une colonie, qui, d'après les tableaux publiés par ordre du gouvernement consulaire, ne produisoit sous le gouvernement de Toussaint l'ouverture, que dix-huit millions. L'impôt excède donc la production de quarante-deux millions seulement, à moins que les incendies, qui ont suivi le débarquement de l'armée Française, n'aient quadruplé la production. C'est un de ses bienfaits de la Providence, du genre de ceux que l'envoyé de Dieu annonce de temps à autre, à ses sujets, à ses alliés à ses voisins, et à ses ennemis.

On trouve dans une gazette de la Haute Allemagne, un article assez intéressant sur les forces militaires des principales puissances du Nord. Suivant cette feuille, l'armée Russe est composée en ce moment d'environ 480 mille hommes de troupes régulières, non compris 70 mille de troupes irrégulières, telle que Cosaques, Tartares, Géorgiens, &c. Cet état est tiré de l'almanach de la cour et d'autres pièces authentiques. La maison d'Autriche a une armée de 320 mille hommes, dont 52 mille de cavalerie. Cette puissance emploie tous les moyens possibles pour engager la nation Hongroise à porter les forces nationales de ce Royaume à 80 mille hommes sur le pied de paix, et à 100 mille sur celui de guerre. On fait que jusqu'à présent la Diète de Presbourg n'a pas consenti à cet accroissement, dans l'état militaire de la

Hongrie. Les forces de la Prusse s'élèvent en ce moment à 275 mille hommes, dont 45 mille de cavalerie ; le prince du cabinet Prussien est de sorte l'attaché de son armée jusqu'à 300 mille combattants.

Aujourd'hui que la première question qu'en se fait en s'abordant, est celle-ci : " Aurons nous la guerre ? " Nous hazarderons nos conjectures.

La conduite de la France, à l'égard de la Grande Bretagne, depuis un an, a-t-elle été hostile ? Les faits décident la question.

Entre la signature du traité préliminaire et du traité définitif, le Consul s'est déclaré Président de la République Italienne. Les Ministres de S. M. se crurent vraisemblablement trop engagés pour faire de cet événement un motif de rupture ; la paix d'Amiens fut signée.

Depuis ce traité, le Consul a révélé à l'Angleterre que l'Espagne a cédé la Louisiane à la France ; qu'il avoit ravi la Toscane au Grand Duc, et avoit fait un Roi d'Etrurie, afin d'incorporer l'Elbe à la France ; et il venoit de déclarer qu'il venoit forcé d'incorporer aussi la Suisse, si elle ne consent pas à être tributaire. Enfin, depuis ce traité, il a partagé l'Allemagne, suivant ses convenances et ses caprices, sans consulter le Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Hanovre.

Depuis ce traité, il a insulté grièvement le Roi de la Grande Bretagne et son gouvernement ; et, tandis qu'il enchaîne la liberté de la presse sur les moindres actes de son administration, il a déchargé la licence sur celle de ce pays-ci. et a autorisé son journal officiel à publier que S. M. auroit décoré du ruban de son ordre, celui qui auroit commis un assassinat.

Cette conduite de la France est-elle hostile ? Il n'est pas un homme de bonne foi qui hésite à déclarer que le moindre de ces griefs, suffisoit pour provoquer la guerre. En les accumulant, le Gouvernement François n'a point laissé d'alternative aux Ministres de S. M. et nous ne craignons point d'être contredits, en affirmant qu'il n'existe pas un sujet Britannique qui ait consenti à signer un traité de paix, par lequel la Grande Bretagne auroit consenti à l'incorporation du Piémont, de l'Elbe, de la Suisse, de la Louisiane ; et au partage actuel de l'Allemagne.

UNITED STATES OF AMERICA.

Albany. 20 Jan'y. A road from the Mohack River by the head of the long falls on the Black River, is now completed from the long Falls to the St. Lawrence : it is well bridged and causewayed ; and at proper distances, upon the road, families are settled for the purpose of accommodating Travellers : Persons Travelling to Upper Canada will find the road much better and more convenient than any other leading to the St. Lawrence.